

## VISITE EN LORRAINE

### Eckert optimiste face aux patrons



Photo Pascal BROCARD

Le Lorrain Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, est venu hier à la rencontre de chefs d'entreprise régionaux. En visite notamment à l'usine Gris Découpage à Lesménis (photo), il a assuré le service après-vente gouvernemental, présentant avec optimisme les mesures prises en faveur des PME et PMI. Sans convaincre totalement les patrons.

> En page 8 l'article de Xavier Brouet

le secrétaire d'état au budget hier auprès des patrons lorrains

# L'hirondelle Eckert annonce l'embellie

Venu tâter le pouls des PME, hier chez lui en Lorraine, Christian Eckert a attribué à l'action gouvernementale les premiers signes de reprise.

**A**u risque de donner dans la méthode Coué, Christian Eckert s'est fait porteur de bonnes nouvelles hier, chez lui, en Lorraine. Évoquant « la fameuse conjonction des astres », le Meurthe-et-Mosellan a évoqué l'embellie, tout en jouant modeste : « Ça n'est pas parce que nous avons fait 0,6 % de croissance au cours du premier trimestre que je considère que les choses sont pliées... mais convenez que nous n'y sommes peut-être pas totalement étrangers. »

À l'heure où il s'exprime, la hausse de 0,7% du chômage en avril n'est pas encore connue.

Face à une table de patrons réunis dans les locaux du sous-traitant automobile Gris Découpage à Lesménis, Eckert assure le service après-vente des mesures gouvernementales d'allègement de charges sur les entreprises. Mis bout à bout, le CICE, les réductions de cotisations patronales, le Pacte de responsabilité auraient fait bouger les lignes, soit « une bouffée d'oxygène » pour les PME que l'orateur chiffre à 40 Mds €, d'ici l'an prochain. « C'est massif ! » tranche-t-il devant la petite assemblée pas franchement convaincue.

« Si le CICE a représenté une bouffée d'oxygène de 6 000 € pour mon entreprise de 8 salariés, elle ne compense pas la perte de

28 000 € de droits d'accises de l'année précédente » objecte le patron des Brasseurs de Lorraine. Au nom de la CCI, François Pélissier considère qu'« on est dans l'épaisseur du trait » et plaide pour davantage de flexibilité dans le contrat social. Traduction : pour une période d'essai plus longue à l'embauche. Eckert botte en touche, en direction du ministère du Travail.

#### A 31 et intercommunalités

S'il salue le bilan de la Banque publique d'investissement (BPI), Francis Gris ne cache son scepticisme quant aux aides aux entreprises : « Elles jouent de l'effet d'aubaine. Je ne connais pas un chef d'entreprise qui embaucherait quelqu'un pour toucher une subvention », objecte le PDG du groupe Gris Découpage - Stampé. Lui aussi plaide pour une plus grande flexibilité du contrat de travail. Sur tous ces sujets, le gouvernement est à la manœuvre lui répond docement son interlocuteur et « l'Etat fait des économies : 3,3 Mds € en moins en 2014 ». Soit 1 % du budget.

« Et les infrastructures, qui les paie ? » interroge en retour Christian Eckert, désignant l'A31, tout proche. En aparté, l'hôte de Bercy espère sur ce dossier que l'UE sera au rendez-vous, via le plan de relance de Jean-Claude Juncker.



Le secrétaire d'Etat au budget chez Gris Découpage à Lesménis. Photo Pascal BROCARD

Sur le front des impôts, le ministre veut mettre sur la table la fiscalité frontalière, sans pourtant la « durcir ». Autre sujet de crispation qu'il souhaite désamorcer, la réforme de la carte intercommunale devrait, selon lui, déboucher au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et non début 2016, comme initialement prévu. Au moment où les maires des communes rurales se

mobilisent, Eckert préfère croire que la consultation à venir sous l'autorité des préfets apaisera les tensions. « A nous de trouver les bons équilibres », invite-t-il, exemple à l'appui : « Sur les cinq communautés de communes du secteur de Briey [50 000 habitants], on ne va pas faire un seul regroupement mais plutôt deux. » Silencieux sur le Pacte

Lorraine, l'orateur renvoie vers la Région, maître d'œuvre. Quant à l'éventualité d'une relance de la gare d'interconnexion de Vandières, comme le souhaitent certains conseillers régionaux écologistes et quelques socialistes, il juge la probabilité guère compatible avec le timing électoral.

Xavier BROUET.